

PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

En solidarité avec les défenseuses et défenseurs des droits humains
depuis 1992



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020 - 2021

Notre équipe :

PERSONNEL DU PAQG

Oscar Benavides Calvachi
Coordination générale

Sabrina Gemme
Chargée des communications et du financement

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Laurence Guénette
Jusqu'au 21 juin 2021
Présidente

Laurence Ouellet-Boivin
Présidente

Annie Pelletier
Trésorière

Amélie Prévost
Secrétaire

Étienne Roy Grégoire
Administrateur

Charlotte Volet
Administratrice

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020 -2021

TABLE DES MATIÈRES

I.	Mot du Conseil d'administration	3
II.	Mission du PAQG	4
III.	Conjoncture au Guatemala 2020 -2021	5
IV.	Accompagnement et vie démocratique d'ACOGUATE	9
	- Accompagnement :	
	- Le PAQG dans la vie démocratique d'ACOGUATE :	
V.	Activités d'éducation, sensibilisation, actions politiques, actions urgentes et plaidoyer	15
	- Articles et publications :	
	- Événements publics, conférences et ateliers :	
VI.	Retour sur les défis internes de l'organisation en 2020-2021	21
VII.	Bilan financier 2020 - 2021	22
	Soutenez-nous!	
	Remerciements	

I. MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Très cher.ère.s membres, partenaires et bénévoles,

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous vous présentons une nouvelle année de travail réalisé par le Projet Accompagnement Québec-Guatemala. À la lumière des défis et obstacles que pose la pandémie de COVID-19 ainsi que la nature du travail d'organisation non-gouvernementale œuvrant au niveau local et international, le PAQG dans son ensemble a su faire preuve de grande résilience. Le PAQG a pu exécuter ses activités malgré les nombreuses incertitudes qui ont plané au cours de l'année. C'est toutefois avec beaucoup de soulagement, d'espoir et d'optimisme que nous envisageons les futures réalisations qui, nous l'espérons, marqueront les esprits de ceux et celles qu'il rassemble!

Le conseil d'administration, composé d'ancien.ne.s employé.e.s, d'accompagnateur.trice.s et de personnes ayant à cœur la mission de l'organisme et la promotion et protection des droits humains, s'est dévoué dans son rôle de gouvernance et de prise de décision. Il a cherché à assurer le bien-être et les intérêts de ses employé.e.s et ceux de l'organisme durant cette année remplie de défis et d'incertitudes.

L'implication et la mobilisation active de nos membres demeurent, naturellement, un pilier essentiel au travail du PAQG. En ce sens, nous appelons à votre mobilisation afin d'occuper les postes vacants du conseil d'administration et pour assurer une relève de personnes engagées et enthousiastes à l'idée de relever de nouveaux défis. ***Le PAQG a besoin de vous!***

Nous tenons à remercier toutes les personnes, membres, bénévoles, ancien.ne.s accompagnateur.trice.s, et bien sûr les employé.e.s, qui se sont, de près ou de loin, engagés dans la mission du projet. Que ce soit le partage d'une publication sur Facebook, ou la rédaction d'actions urgentes, nous sommes rempli.e.s de gratitude à votre égard. C'est grâce à vous que le PAQG continue sa mission.

Salutation solidaire et bonne lecture!

II. MISSION DU PAQG

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) est un organisme de solidarité basé sur l'engagement bénévole envers les droits humains (DH). Sa mission consiste à améliorer le développement moral et éthique de la communauté en favorisant le respect des droits humains garantis par la Charte internationale des droits de l'homme et par la Charte des droits et libertés de la personne, au Québec, au Canada et au Guatemala. Ainsi, le travail du PAQG se décline en deux axes principaux, à savoir : 1) l'éducation à la citoyenneté mondiale (ÉCM); et 2) l'accompagnement international (AI) - accompagnement physique; accompagnement politique; communication et diffusion de l'information; renforcement des capacités.

Depuis 1992, le PAQG est solidaire avec le peuple guatémaltèque et a rempli ces deux rôles en prise directe sur les luttes contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et dans la perspective d'un développement intégral. L'accompagnement international est une forme de dissuasion qui réduit la situation d'insécurité ou le risque d'attaques des défenseur.e.s des droits humains (DDH) en raison de leur travail.

Nos bénévoles fournissent une présence et un accompagnement physique à ces défenseur.e.s dans leur lutte non-violente en faveur de la justice, et observent la situation des droits humains dans le pays.

L'accompagnement est un moyen d'action solidaire, non-violent et non partisan. Il répond aux demandes formulées par les défenseur.e.s guatémaltèques des droits humains qui jugent pertinente la présence neutre et dissuasive d'observateur.e.s internationaux. Au Guatemala, le PAQG travaille à travers son partenaire local, ACOGUATE, une organisation formée de comités d'accompagnement provenant d'une dizaine de pays.

Le mandat du PAQG se réalise également au Québec, où l'organisme assure le recrutement, la sélection et la formation des accompagnateur.trice.s qui partent vers le Guatemala accompagner la société civile dans de multiples processus de défense des droits. Les activités d'éducation, de sensibilisation et de mobilisation du public québécois représentent également une grande partie des efforts de l'organisme, puisque le PAQG constate la nécessité de conscientiser la population québécoise à la solidarité internationale et à l'action pour les droits, la justice et la paix ici autant qu'ailleurs.

Les mandats d'accompagnement au Guatemala et d'éducation au Québec sont à la fois complémentaires et indissociables. Les activités d'éducation et de sensibilisation permettent le recrutement d'accompagnateur.trice.s et de maintenir et de renouveler le réseau de sympathisants nécessaire aux actions d'appui aux défenseurs guatémaltèques. De même, la présence d'accompagnateur.trice.s sur le terrain et l'étroite collaboration du PAQG avec ses partenaires au sein d'ACOGUATE orientent directement et rétro-alimentent les activités d'éducation élaborées et menées au Québec.

III. CONJONCTURE AU GUATEMALA

(1er juillet 2020 au 30 Juin 2021)

Historiquement, le Guatemala a connu des périodes de crise et des périodes de calme relatif. Cependant, la structure sociale et politique qui s'est imposée depuis les périodes de la première colonisation est inséparable des conflits et des moments de crise. Au cours des six dernières années, des problèmes politiques et sociaux ont eu des impacts violents sur la grande majorité des citoyen.ne.s, et en particulier les communautés autochtones, les paysan.ne.s, les défenseur.e.s des droits humains et les secteurs historiquement appauvris. Le Guatemala traverse une crise politique caractérisée par une détérioration des conditions pour la défense des droits humains, la défense du territoire et la lutte contre l'impunité. On constate une augmentation des tensions politiques et sociales et une augmentation des restrictions dans l'espace civique et politique, en particulier pour les peuples autochtones, les femmes, la population LGBTI et ceux et celles qui demandent justice pour les crimes du passé. Depuis le gouvernement de Jimmy Morales et suite à ses efforts pour mettre fin aux travaux de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), le pays est entré dans une phase alarmante de régression qui a mis à mal d'importantes avancées démocratiques et politiques. L'alliance entre le gouvernement et des secteurs historiquement privilégiés et enrichis du Guatemala, qui cooptent des politiciens et politiciennes corrompues pour démanteler le fragile État de droit et renforcer leur domination sur les institutions publiques, identifié par la société guatémaltèque sous le nom de "Pacte des corrompus", s'est encore renforcé avec l'élection du président Alejandro Giammatei, avec des conséquences dramatiques pour les défenseur.e.s de droits humains.

La pandémie de Covid-19 a également exacerbé les contradictions sociales au Guatemala, mettant en évidence des taux élevés de corruption et d'impunité, le taux de malnutrition, la condition sanitaire et les dégâts environnementaux. Le 1er octobre 2020, l'état d'urgence dû à la COVID-19 a pris fin, mais un état de prévention - qui suspend plusieurs droits constitutionnels - a été décrété dès le lendemain pour 15 jours dans six départements occidentaux en raison de la caravane de personnes migrantes venant du Honduras se dirigeant vers la frontière mexicaine. Des rapports font état d'une répression de ces personnes par les forces de sécurité. En novembre 2020, plus de 50 personnes ont été incarcérées suite à la répression policière d'une mobilisation de la population guatémaltèque contre la corruption. Avec l'arrivée de Joe Biden comme président des Etats-Unis en janvier 2021, une nouvelle caravane de personnes migrantes du Honduras s'est dirigée vers les Etats-Unis. Le gouvernement guatémaltèque a réagi en déclarant l'état de prévention dans sept départements du pays.

Accès à la terre et au territoire

Les situations de tension et de risque élevé ont été récurrentes tout au long de l'année dans le cadre de projets d'extraction situés dans des territoires autochtones. Dans de nombreux sites les activités extractives se sont poursuivies pendant la période d'urgence sanitaire. Le Parlement du peuple Xinka a notamment alerté sur le fait que l'entreprise *Pan American Silver*, propriétaire de la Mine San Rafael, dont les activités sont légalement suspendues depuis 2017, a fait entrer des camions contenant des matériaux dans les installations de la mine d'El Escobal.

En outre, la distribution de nourriture parmi la population de San Rafael Las Flores en échange de leurs données personnelles a suscité la méfiance. Dans cette lutte où l'un des points clés est l'exigence de la réalisation d'une consultation de la population dans les conditions requises par la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), la communauté a exprimé la crainte que ces informations ne soient utilisées pour démontrer que l'entreprise bénéficie du soutien de la population.

Les communautés mayas Chuj, Q'eqchi' et Mestiza de la microrégion d'Ixquisis, à San Mateo Ixtatán, ont dénoncé les tentatives de machines lourdes et d'extraction de pénétrer sur leur territoire. Les communautés se sont organisées depuis 2010 pour défendre leurs droits contre la mise en œuvre de trois barrages hydroélectriques imposés sur leurs terres sans respecter le droit à la consultation des peuples autochtones.

Pour leur part, les communautés Q'eqchi' de El Estor ont dénoncé la poursuite de l'extraction de nickel de la mine Fénix, appartenant à la *Compañía Guatemalteca de Níquel* (CGN), qui avait été suspendue par ordre de la Cour constitutionnelle (CC) depuis 2019 dans l'attente d'un processus de consultation avec la population q'eqchi'. Les organisations nationales et internationales ont souligné des situations d'intimidation, de menaces, de harcèlement, de surveillance, de diffamation et de discours de haine contre des journalistes et des organisations communautaires qui documentent les abus commis dans le cadre des opérations minières dans cette région. En décembre 2020, un nouveau procès s'est ouvert contre l'ancien chef de la sécurité du CGN, accusé de l'assassinat du leader communautaire Adolfo Ich Chamán et de l'attaque armée qui a laissé Germán Chub paralysé suite à une attaque par balle.

Accès à la justice et à la justice transitionnelle

- Des succès en matière de justice transitionnelle

Malgré le difficile panorama évoqué ci-dessus, l'année a été marquée par des avancées importantes en matière de justice pour les graves violations de droits humains commises pendant le conflit armé interne. En octobre 2020, Gabriel Cuxum Alvarado, ancien membre des Patrouilles d'autodéfense civile (PAC), a été accusé de violences sexuelles contre des femmes mayas-achí. En mai 2021, il a été arrêté pour sa responsabilité présumée et son procès fut alors planifié pour janvier 2022. Par ailleurs, en novembre 2020, un tribunal a décidé d'ouvrir un procès contre Gilberto Jordán, ancien membre de la force militaire d'élite Kaibil. Il est accusé de crimes contre l'humanité et de meurtres en relation avec le massacre de Las Dos Erres à Petén en 1982. En mai, l'ex-Kaibil José Mardoqueo Ortiz Morales a été extradé du Canada vers le Guatemala pour sa responsabilité présumée dans le même massacre.

Par ailleurs, en mars, la cour d'appel a confirmé la condamnation qui avait été prononcée en septembre 2020 pour le féminicide de Juana Raymundo Rivera, infirmière et défenseure des droits humains maya-ixil, qui a été assassinée par son compagnon en 2018. Le même mois, l'acquittement d'Abelino Chub Caal, un défenseur des droits humains criminalisé pour avoir défendu les droits territoriaux du peuple Maya-Q'eqchi' à El Estor, a été confirmé.

Le 9 février, la Cour constitutionnelle a définitivement annulé les réformes de la Loi de réconciliation nationale qui favoriserait l'impunité des acteurs coupables de crimes pendant la guerre civile, et l'annulation de certaines condamnations au motif qu'elles n'étaient pas conformes aux normes nationales et internationales de protection des droits humains. Une semaine plus tard, une audience publique s'est

tenue devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) dans l'affaire du massacre du village de Los Josefinos (département du Petén) perpétré par l'armée guatémaltèque en 1982. La Cour a entendu les témoignages de survivant.e.s et de parents de victimes du massacre, ainsi que de FAMDEGUA, l'organisation qui les représente.

En ce qui concerne l'affaire du génocide des Mayas-Ixil, le ministère public (MP) a sollicité la mise en accusation de trois officiers militaires à la retraite - César Noguera Argueta, Benedicto Lucas García et Manuel Callejas y Callejas - pour leur participation présumée à des actes de génocide commis contre la population ixil sous le gouvernement de Fernando Romeo Lucas García entre 1978 et 1982. Si César Noguera est décédé en novembre 2020, les deux autres ex-militaires ont été envoyés en procès.

- Une profonde crise relative à l'accès à la justice : le renouvellement de la Cour constitutionnelle

Cependant, l'année 2021 a également été marquée par une crise relative à l'élection des magistrat.e.s de la Cour constitutionnelle et des Cours d'appel. En mars s'est achevé le processus d'élection des magistrat.e.s de la CC pour les cinq prochaines années, un processus marqué par l'ingérence d'intérêts particuliers. La plupart des élu.e.s ont été accusé.e.s d'être proches de l'exécutif ou d'avoir des affinités avec des partis politiques, de corruption, de trafic d'influence ou de manque d'engagement envers les droits humains. Pour cette raison, la nouvelle composition de la CC a soulevé de sérieuses inquiétudes quant au respect du principe d'indépendance judiciaire. Malgré le rejet de la société civile, le Congrès a fait prêter serment à sept des dix personnes élues, en excluant notamment la juge Gloria Porras. Cette magistrate, connue pour son engagement en faveur de la justice, fait l'objet d'accusations criminelles en représailles de ses décisions judiciaires favorables à la société civile. La nouvelle CC a assumé ses fonctions le 14 avril ; l'ancienne juge Porras, ne bénéficiant plus de l'immunité et faisant face à un risque imminent de criminalisation, a été contrainte de quitter le pays quelques jours plus tard.

En mai, la nouvelle CC a publié ses premiers arrêts. Le 11 mai, les juges ont favorisé l'ancien Président Jimmy Morales en rejetant un appel de l'organisation *Mujeres Transformando el Mundo* (MTM) contre la décision de la Cour Suprême de Justice (CSJ) demandant la poursuite de la procédure d'enquête contre l'ancien Président pour son éventuelle responsabilité dans l'incendie du foyer public pour mineures *Hogar Seguro Virgen de l'Asunción* - dans lequel sont mortes 41 adolescentes confiées à la protection de l'enfance guatémaltèque - en 2017.

Le 12 mai, la CC a révoqué une mesure conservatoire qui suspendait la mise en vigueur de la loi sur les ONG, qui est donc entrée en vigueur en juin. La société civile nationale et internationale ainsi que des expert.e.s de l'ONU et de la CIDH ont mis en garde à plusieurs reprises contre l'incompatibilité de cette loi avec les normes internationales en matière de droits humains et ses répercussions possibles sur le travail légitime des ONG. Plusieurs organisations ont déposé des recours constitutionnels contre la loi, qui sont toujours en cours. Cette loi prévoit :

- L'enregistrement du patrimoine personnel en cas de dette ;
- L'obligation de s'enregistrer auprès de l'exécutif (SEGEPLAN) ;
- L'obligation de déclarer la réception de fonds internationaux au ministère des Affaires extérieures

;

- Que si les ONG utilisent les financements pour ce que le gouvernement considère comme une atteinte à l'ordre public, elles seront supprimées du registre des personnes juridiques du ministère de l'Intérieur ;
- Que les informations des ONG seront centralisées au ministère de l'Intérieur, qui aura ainsi accès à toutes les informations, notamment financières, permettant de les contrôler ;
- Que les ONG qui ne s'inscrivent pas au registre dans les 6 mois d'entrée en vigueur de la loi seront automatiquement supprimées. L'Etat n'est cependant pas préparé pour recevoir les inscriptions des ONG, puisqu'il n'existe pas de mécanismes institutionnels à cet effet ;
- Que les ONG qui ne s'y adaptent pas pourraient être supprimées sur décision d'un tribunal. Cela éliminerait l'indépendance des pouvoirs de l'Etat.

Attaque contre les défenseur.e.s des droits humains au Guatemala

Tout au long de l'année 2020 et 2021, et même pendant le confinement dû à la pandémie, la violence contre les défenseur.e.s des droits humains s'est poursuivie sans relâche. De janvier à mi-décembre 2020, l'Unité guatémaltèque de protection des défenseur.e.s des droits humains (UDEFEUGUA) a enregistré un total de 1004 cas d'agressions contre des personnes, des organisations et des communautés défendant les droits humains, dont 34% étaient des agressions contre des femmes défenseures. Ce nombre – le double de l'année précédente – est le plus élevé depuis que l'organisation a commencé à recueillir ces données en 2000. Elle a comptabilisé 15 meurtres et 22 tentatives de meurtres. La criminalisation des femmes défenseures des droits humains s'est poursuivie, notamment contre celles qui défendent les droits du territoire et de l'environnement.

L'utilisation des réseaux sociaux pour discréditer et diffamer les défenseur.e.s des droits humains et les journalistes a également été observée. Des attaques numériques ont également été signalées. Les attaques contre ceux et celles qui exercent le droit de défendre les droits se produisent dans un contexte d'impunité et de harcèlement systématique contre les opérateurs et opératrices de justice qui agissent conformément au principe d'indépendance, en plus de l'existence de lacunes et de failles dans la mise en œuvre des outils d'enquête sur les crimes contre les défenseur.e.s des droits humains.

Les premiers mois de l'année 2021 ont également été marqués par une vague de cas de violence sexiste et de féminicides au Guatemala, notamment le meurtre d'une fillette de huit ans, qui a donné lieu à une campagne sur les médias sociaux *#TengoMiedo* (J'ai peur) et à une contre-campagne gouvernementale *#YoDenuncio* (Je dénonce). L'une des femmes assassinées était la mère d'une des filles décédées dans le foyer *Hogar Seguro Virgen de la Asunción*.

Le mois de juin 2021 a été marqué par plusieurs attaques graves contre des défenseur.e.s des droits humains. En une semaine seulement, trois militant.e.s transgenres ont été assassiné.e.s. Dans la communauté de Chicoyogüito, 21 personnes ont été arrêtées alors qu'elles manifestaient pacifiquement pour la restitution des terres dont elles ont été dépossédées pendant le conflit armé interne pour

l'installation, en 1968, de la Zone Militaire n°21 (CREOMPAZ) à Cobán, Alta Verapaz. Des expulsions forcées de 35 familles q'eqchi' ont également été enregistrées à El Estor.

IV. ACCOMPAGNEMENT ET VIE DÉMOCRATIQUE D'ACOGUATE

- ACCOMPAGNEMENT :

Le travail d'accompagnement international initialement prévu a été affecté par la pandémie de la COVID-19. Depuis le début du confinement en mars 2020, l'accompagnement fourni par le PAQG a été suspendu pour des raisons de santé publique. Les circonstances n'ont donc pas permis au PAQG d'envoyer des accompagnateur.trice.s au Guatemala pour l'année 2020-2021. Des ajustements ont été fait à notre plan de travail afin d'atténuer l'impact de la pandémie en misant sur des actions d'accompagnement et de solidarité virtuelles. Toutefois, un accompagnement physique a tout de même été assuré aux personnes et communautés avec lesquelles nous travaillons grâce à ACOGUATE, dont le PAQG est membre. La résilience des communautés et des défenseur.e.s des droits humains a été la clé pour résister à ces temps difficiles. Sans eux et elles, l'accompagnement n'existerait pas. En effet, l'accompagnement répond directement aux demandes formulées par les défenseur.e.s des droits humains qui jugent pertinente la présence neutre et dissuasive d'observateurs internationaux.

Grâce au précieux travail d'ACOGUATE, 17 organisations et personnes défenseures des droits humains réparties dans 11 départements du pays bénéficient d'un soutien international. Actuellement, les défenseur.e.s des droits humains accompagnés travaillent sur deux axes principaux : la lutte contre l'impunité par la justice transitionnelle et la défense de la terre et du territoire.

Parallèlement, le PAQG poursuit ses efforts pour soutenir les défenseur.e.s des droits humains de manière solidaire à travers la réalisation de différentes actions, généralement dans le cadre d'initiatives conjointes avec d'autres organisations ou réseaux. De ces actions, quatre cas ressortent :

Solidarité avec Bernardo Caal Xol :

Dans le cadre de l'initiative du Réseau européen des comités Oscar Romero (SICSAL-Europe), le PAQG maintient son appui à la cause de Barnardo Caal Xol, criminalisé pour la défense de la terre ancestrale Maya Q'eqchi' menacée par un projet hydroélectriques. M. Caal Xol a été persécuté et emprisonné, sa communauté q'eqchies vit également du harcèlement en raison des tensions causées par la présence d'entreprises multinationales dans la région. Les procédures judiciaires dans le dossier de M. Caal Xol ont constamment été retardés.

Bernardo Caal Xol est un défenseur de l'environnement Maya Q'eqchi qui a joué un rôle fondamental dans la résistance contre des projets hydroélectriques prévus sur les rivières Cahabón et Oxec au Guatemala.

Les peuples autochtones Q'eqchi n'ont pas été adéquatement consultés, ni informés à l'égard de ces projets. L'Etat en acceptant les projets hydroélectriques n'a donc pas respecté les standards prescrit par la Convention 169 de l'OIT. La communauté de M. Caal Xol et ses représentant.e.s juridiques soutiennent que l'activiste vit des persécutions politiques en raison de son travail de défense du territoire. M. Caal Xol a notamment été condamné à sept ans de prison pour son activisme.

Plus de 75 organisations internationales ont envoyé une lettre de solidarité à Bernardo Caal Xol et une lettre au ministère public du Guatemala (une copie a également été envoyée au directeur de la prison de Cobán), exprimant leur inquiétude face à la situation judiciaire et personnelle de M. Caal Xol, aggravée par la pandémie de la COVID-19, ainsi qu'une demande de réviser la décision de le mettre en détention préventive.

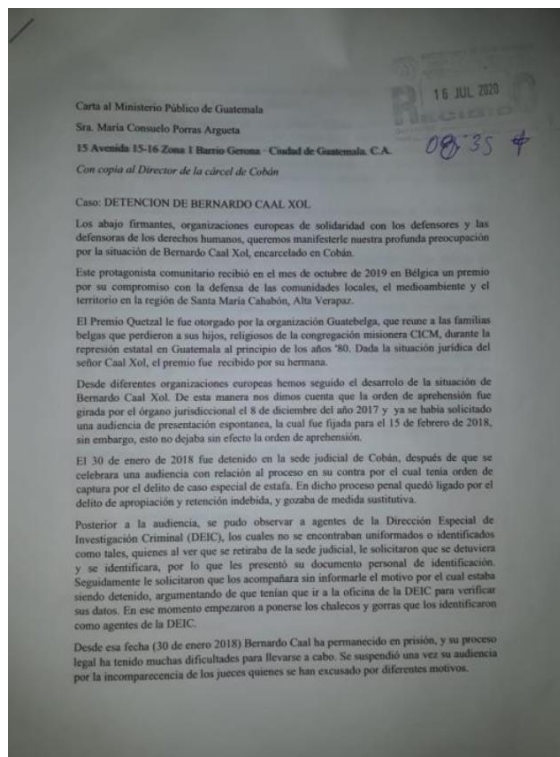


Image de la première page de la lettre remise au directeur de la prison de Cobán avec l'étampe accusant la réception. Photo : Edgar de León

Bernardo était très reconnaissant du soutien de la communauté internationale, qui a été une force dans son combat pour la justice.

Las Cartas que emocionan en
la prisión: 17-07-2020

Agradezco a todas las organizaciones
en todo el mundo, por la solidaridad
con el pueblo Q'eqchi' ante el
despojo que está siendo objeto en
Guatemala C.A.

Esta semana recibí en encomienda
una hermosa carta de distintas organi-
zaciones de Derechos Humanos.

Al dar lectura de la carta en estas
cuatro paredes, sentí mucha emoción
y mucha fortaleza.

A mis contactos les pido transmitan
esta carta a todas las comunidades
Q'eqchi's y demás pueblos Originarios.

Hermanos y Hermanas, la lucha por la
Defensa del Río Cahabón y OX-eek'
continúa.

Hermanos y Hermanas, "La liberación
de nuestros pueblos tiene que llegar"

~~Patillo~~ Bernardo Caal Xol

899 días de tortura Carcelaria.

Lettre de remerciement de Bernardo Caal.
Photo : Edgar de León

« 889 días de tortura carcelaria » (899 jours de torture carcérale)

« La liberación de nuestros pueblos tiene que llegar » (La libération de nos peuples est indispensable)

- Bernardo Caal Xol

Avec le slogan #libertadparabernardo (liberté pour Bernardo), *Prensa Comunitaria* du Guatemala a publié un communiqué de presse suite aux lettres envoyées par le réseau de solidarité internationale¹.

¹ Pour plus d'informations, veuillez consulter l'article suivant :

<https://www.prensacomunitaria.org/exigen-libertad-para-bernardo-caal-xol/>.

Solidarité avec les victimes du Hogar Seguro :

En mars 2021, dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le PAQG, *Todos por Guatemala*, le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), Km207 Guatemala-Suisse et le Collectif Guatemala - Association de solidarité avec les mouvements sociaux guatémaltèques ont envoyé une lettre à L'honorable Nadine Girault, Ministre des Relations internationales et de la Francophonie, pour lui faire part de la commémoration du 4^e anniversaire de l'incendie dans le foyer d'accueil *Hogar Seguro Virgen de la Asunción* au Guatemala.

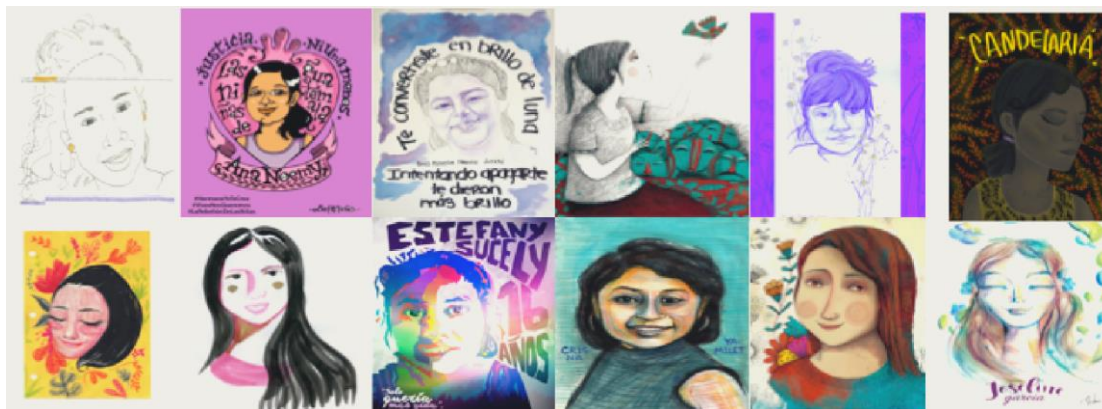


Photo extraite du rapport « Les victimes du Hogar Seguro Virgen de la Asunción : un chemin vers la dignité », rédigé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme au Guatemala (OACNUDH) en 2018.

Pendant la soirée du 7 mars 2017, afin de protester contre les maltraitances et les violences physiques et sexuelles dont les jeunes filles étaient victimes au foyer d'accueil *Hogar Seguro Virgen de la Asunción* dans le nord de la capitale du Guatemala, 56 jeunes filles se sont enfuies du centre. Le foyer d'accueil, *Hogar Seguro*, est soupçonné d'être à l'origine d'un réseau d'exploitation et de traite de mineur.e.s. Rattrapées pendant leur fuite par les policiers, les 56 jeunes filles ont été ramenées au centre *Hogar Seguro*. Elles ont ensuite été séquestrées dans une minuscule pièce pendant une nuit complète. Au matin du 8 mars, un incendie s'est déclenché dans la pièce où les 56 jeunes filles étaient toujours enfermées à clé. Aucun responsable, ni policier n'ont ouvert la porte. 41 jeunes filles ont été retrouvées mortes et 15 jeunes filles ont été gravement blessées.

Bien que nous n'ayons pas obtenu de réponse directe à cette communication, nous considérons qu'il est important de poursuivre ce type d'initiative dans le but d'attirer l'attention et la solidarité des personnes influentes de la vie politique du Québec. Le PAQG poursuivra ses efforts de sensibilisation des personnes politiquement et culturellement influentes au Canada et au Québec jusqu'à ce qu'ils nous donnent des réponses. Nous poursuivrons également nos actions collectives de plaidoyer.

Solidarité avec Esteban Celada :

Le PAQG poursuit son action de solidarité et d'accompagnement politique à travers d'ACOGUATE. L'année 2020-2021 a été caractérisée par le renforcement des actions virtuelles et l'utilisation de mécanismes de visibilité alternatifs à l'accompagnement politique traditionnel, soit des rencontres stratégiques avec institutions gouvernementales, diplomatiques et internationales.

Esteban Celada, avocat en droits humains et représentant juridique des familles des victimes et de quelques survivantes du *Hogar Seguro Virgen de la Asunción*. En raison de son travail dans ce dossier, Esteban Celada a reçu plus de 30 menaces contre sa vie et sa sécurité physique².

En raison des menaces reçues contre Esteban, le PAQG conjointement avec AGOCUATE et le CDHAL a lancé une alerte de sécurité adressée à la communauté internationale afin de dissuader les attaques en attirant l'attention des autorités. L'action urgente a porté fruit, car Esteban a été contacté directement par le responsable des droits de l'homme des Nations Unies pour faire un suivi avec lui.

En collaboration avec l'ACOGUATE et le CDHAL, le PAQG prévoit une campagne de sensibilisation du public pour l'année prochaine. Dans la période actuelle, la production d'une vidéo sur le travail d'Esteban et son point de vue sur la situation des droits humains au Guatemala a commencé. Cette vidéo fait partie d'une stratégie de communication comprenant une série d'autres actions de solidarité sur Esteban et les causes qu'il accompagne.

« Las comunidades están también agradecidas con el gesto que ustedes tienen a la causa por la justicia, esperando que podamos seguir trabajando con las energías del universo y de la madre tierra con el fin de preservar la vida de futuras generaciones. » (Les communautés sont également reconnaissantes de votre geste pour la justice, en espérant que nous pourrions continuer à travailler avec les énergies de l'univers et de la terre mère afin de préserver la vie pour les générations futures.)

– Bernardo Caal Xol

Solidarité avec la communauté Chicoyogüito :

Dans le cadre des actions contre la communauté Chicoyogüito et la dépossession historique de son territoire il y a de cela 52 ans, le PAQG, en collaboration avec d'autres organismes, a mené des actions de solidarité internationale dans le but de rappeler que :

La terre et leur territoire sont, pour la communauté de Chicoyogüito, plus qu'un lieu de construction ou de résidence. La terre et leur territoire représentent leur maison commune à aux êtres humains qui y vivent et à l'écosystème avec lequel ces êtres sont en relation. Il s'agit d'un lieu naturel sacré dont il faut préserver sa dignité.

² ACOGUATE, informe 2020.



Montréal, 24 de Julio de 2020

Estimadas y estimados amigos de la comunidad Chicoyogüito,

En nombre del equipo de trabajo del Projet Accompagnement Québec-Guatemala, de los miembros de la Junta Directiva, de los miembros activos de la organización, de la red de simpatizantes de la causa por Guatemala y en nombre de muchas personas, hombres y mujeres residentes en Québec; nos unimos a ustedes en esta fecha especial para mostrar nuestra solidaridad y nuestro apoyo contra el histórico desalojo y despojo de su territorio hace 52 años.

Así mismo ratificamos nuestro compromiso para hacer todo lo que esté a nuestro alcance para lograr que ustedes recuperen lo usurpado y para que el derecho a la reparación sea observado por las autoridades de Guatemala dentro de un escenario pacífico, publico y restaurador.

La tierra, el territorio es para la comunidad de Chicoyogüito más que un lugar de construcción o residencia. La tierra y el territorio son la casa común donde las comunidades, conformadas por seres humanos en relación con el ecosistema se realizan como tal y el lugar natural donde la dignidad es sagrada.

QUEREMOS QUE LES REGRESEN SU TERRITORIO DE CHICOYOGÜITO QUE ES DE SUS ANCESTROS ANTEPASADOS Y SUYO TAMBIÉN.

SOLICITAMOS AL GOBIERNO DE GUATEMALA QUE HAGA JUSTICIA Y TERMINE DE UNA VEZ POR TODAS LA USURPACION. CONFIAMOS QUE EL GOBIERNO DE GUATEMALA RECONOCERA SU ERROR, DEVOLVERA EL TERRITORIO A LA COMUNIDAD DE CHICOYOGÜITO Y CON ELLO HONRARA SU MISION COMO GARANTE DE LA VIDA, LA INTEGRIDAD Y LA DIGNIDAD DE LOS Y LAS GUATEMALTECAS.

UNIDOS CON USTEDES Y UNIDOS A LA MEMORIA QUE NO SE APAGA JAMÁS.

#ChicoyogüitoEsNuestro

Projet Accompagnement Québec-Guatemala 660 rue Villera, bureau 2.101

Montréal, QC, H2R 1J1

Tél : 514-495-3131 / Courriel : paqg@paqg.org

- LE PAQG DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE D'ACOGUATE :

ACOGUATE, le principal partenaire du PAQG au Guatemala, a pour mission d'offrir un accompagnement international aux personnes ou aux organisations guatémaltèques du mouvement social et de droits humains qui encourent des risques pour leur vie, dû au travail qu'elles réalisent en faveur d'une société démocratique et pluriculturelle basée sur la justice sociale et le respect des droits humains.

Les accompagnateur.trice.s internationaux.ales du PAQG sont déployé.e.s à la demande de ces organisations. Ce travail s'accompagne de campagnes internationales visant à rendre plus visible leur travail et les risques qu'ils encourent.

ACOGUATE a été créée en tant qu'organisation en 2000. Depuis sa fondation, le PAQG, à la demande de

son partenaire, a envoyé un total de 79 accompagnateur.trice.s. ACOGUATE opère sur l'ensemble du territoire national du Guatemala à travers une équipe basée à la capitale.

ACOGUATE est une entité légalement constituée au Guatemala qui possède une structure décisionnelle indépendante, une équipe et des sources de financement distinctes de celles du PAQG. ACOGUATE permet à des observateur.trice.s étranger.ère.s de s'engager de manière solidaire pour la cause des droits humains et la lutte contre l'impunité au Guatemala en offrant une présence étrangère non partisane et non-ingérente. Il s'agit ainsi de créer un espace plus sûr lorsque celles-ci estiment qu'une présence internationale pacifique pourrait diminuer leur situation d'insécurité en réduisant les risques d'agressions en lien avec leur travail. Au Guatemala, les volontaires du PAQG apportent leur expertise à l'équipe internationale de veille et d'observation et développent des actions de sensibilisation, d'éducation et de mobilisation citoyenne (ÉCM) en vue de renforcer la démocratie, la garantie des droits humains, la responsabilité partagée et la solidarité internationale. En raison des défis que présente la pandémie, il était impossible d'envoyer des accompagnateur.trice.s internationaux.ales.

Le PAQG, à titre de comité membre d'ACOGUATE, participe au fonctionnement de cet organisme ; il est membre du conseil d'administration et du comité de ressources humaines. Le soutien à la mission d'ACOGUATE s'effectue de différentes manières. En général, en tant que membre du conseil d'administration, le PAQG participe au processus de la vie organisationnelle de l'association qui comprend : les réunions ordinaires et extraordinaires, ainsi que la préparation de la ou des assemblées générales. Ce travail s'effectue en gardant le respect de l'autonomie de l'équipe de travail à l'étranger et dans le respect de tous les protocoles et politiques internes du personnel et de sécurité. La réalisation de ce travail a rencontré de nombreux obstacles. Naturelles à tout type d'organisation qui œuvre à l'étranger, la distance et les décalages horaires ont pu être source de confusion ou de coupures de communication. Cependant, ces défis se sont accrus en raison de la pandémie et de l'impossibilité de visites à l'organisation au Guatemala.



V. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION, SENSIBILISATION, ACTIONS POLITIQUES, ACTIONS URGENTES ET PLAIDOYER

Pour l'année 2020

Juillet

- Suite au précédent processus initié en tant que membre de la *Canadian Network on Corporate Accountability* (CNCA), le PAQG a décidé de répondre aux procédures opérationnelles d'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) par un court article public réitérant notre message et

position : sans indépendance et pouvoir d'enquête, le OCRE ne peut pas servir les communautés affectées et mettre en évidence certains des éléments les plus problématiques.

La réponse du Canada: « Nous attendons des entreprises canadiennes qu'elles collaborent de bonne foi avec le OCRE; celles qui ne coopèrent pas seront soumises à des mesures commerciales. Ces mesures comprennent le retrait du soutien à la défense des intérêts commerciaux du gouvernement du Canada, y compris le Service des délégués commerciaux (SDC), et le futur soutien financier d'Exportation et développement Canada. L'approche du Canada en matière de conduite responsable repose sur des mécanismes volontaires, qui peuvent être des moyens efficaces et accessibles de promouvoir la conduite responsable. La réussite de cette approche a été démontrée par des bureaux comme le PCN. »

- Poursuite du processus de rassemblement virtuel et dépôt de la pétition au Parlement canadien. L'activité finale « Pas de justice sans imputabilité! Un rassemblement virtuel pour une réelle responsabilité des entreprises canadiennes à l'étranger » a eu lieu en octobre.



Septembre

Le PAQG comme membre du Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA), a envoyé une lettre au Ministre des Affaires étrangères de la Chambre des communes exprimant sa profonde préoccupation face à la décision du Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro. Celle-ci étant de ne pas renouveler le mandat du Dr. Paulo Abrão, Secrétaire exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Cette décision compromet l'indépendance de la CIDH dans sa mission de promouvoir, protéger et défendre les droits humains dans les Amériques.

Octobre

Le PAQG en partenariat avec *Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Network*, *Mining Watch*, Oxfam Québec ont rencontré l'ambassade du Canada au Guatemala. L'objectif était de partager nos observations ou recommandations sur la situation dans la communauté autour du Parlement Xinka.

Le processus comprenait une deuxième phase de suivi de la rencontre et l'exploration de nouvelles formes de plaidoyer politique avec le gouvernement canadien, qui a trois objectifs principaux :

1. sensibilisation aux parlementaires canadiens ;
2. lobbying sur la question minière ;
3. laissez un témoignage de l'initiative et des communications.

En résultat de cette stratégie, le groupe d'organisations en a obtenu un espace de dialogue avec le parlementaire M. Jack Harris du Nouveau Parti démocratique (NPD) en mai 2021. Le processus se poursuit.

Décembre

Le PAQG s'est joint à la lettre d'*Above Ground*, envoyée pour demander au gouvernement du Canada d'agir immédiatement à l'égard d'*Export Development Canada* (EDC), afin d'aligner ses activités avec les engagements sur le climat. Cela signifie de s'assurer qu'EDC met fin à tout soutien aux combustibles fossiles, intensifie rapidement son soutien aux projets d'économie verte et d'énergies renouvelables respectueux des droits humains.

Pour l'année 2021

Février

- Le PAQG, par l'intermédiaire de GOPA, a envoyé une lettre à l'honorable Marc Garneau, député et Ministre des Affaires étrangères, exprimant l'inquiétude face aux efforts du gouvernement du Guatemala pour discréditer le bureau de la *Procuraduría de Derechos Humanos* (PDH), une institution indépendante de l'État guatémaltèque. Cela comprend une série de situations qui attirent l'attention car elles correspondent à l'observation d'affaiblissement progressif des institutions guatémaltèques dont le mandat est de lutter contre la corruption et l'impunité dans le pays. De plus, via GOPA, nous avons envoyé une lettre à Affaires mondiales Canada concernant les menaces et la violence contre des défenseur.e.s du territoire autour des mines canadiennes au Guatemala.
- Afin d'élargir les canaux de communication et les formes potentielles de contribution plus politique ou de formation, un dialogue plus direct a débuté avec le bureau Direction Amérique latine et Antilles du Ministère

des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF). Cela a été valorisé de manière très positive au sein du PAQG.

Mars

Lettre envoyée à Charles Ross, President & CEO de *Goldex Resources Corporation*, sur les inquiétudes concernant l'exploitation minière illégale dans une zone concédée au sud du Guatemala pour le projet El Pato qui appartiendrait à Goldex, et sur les menaces contre les défenseur.e.s de la terre et de l'environnement qui ont dénoncé ces activités.

Mai

- Après l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars, l'Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI) a la tâche intéressante de «développer un lexique de solidarité internationale dans une perspective de décolonisation des savoirs, en engageant un dialogue avec des membres et divers partenaires du Sud». Pour cette tâche, le PAQG a été invité à participer au processus de co-construction d'un lexique partagé de la solidarité internationale. Il aura la participation de ses partenaires du Sud. Le projet étant toujours en cours, le Comité Lexique a établi un calendrier et un plan de travail pour l'année 2021-2022.
- En partenariat avec plusieurs organisations, il a également été question de l'envoi d'une pétition à l'administration Biden sur les droits humains des peuples autochtones en migration et demandant aux gouvernements nationaux de respecter leurs obligations en matière de droits humains. En outre, les agences d'immigration américaines violent les normes internationales des droits humains pour les peuples autochtones, y compris le droit d'exister en tant que peuples séparés, le droit de parler leur langue maternelle et le droit à une procédure régulière.

Le président Biden a pris des mesures pour répondre à certains besoins urgents du système d'immigration, mais les expulsions et les renvois se poursuivent. Les administrations passées et actuelles ont manqué à leur obligation légale de protéger les droits humains de tous les migrant.e.s, en particulier ceux des peuples autochtones. L'administration Biden doit reconnaître, consulter et dialoguer directement avec les représentant.e.s des personnes issues de l'immigration autochtones et afro-descendant.e.s.

CGRS
Center for Gender & Refugee Studies

Abolition 100
Abolition 100

NISGUA
NIGUA

COMUNIDAD MAYA
PIXAN IXIM

American Friends
Service Committee

Lisez le texte complet et signez la pétition!
bit.ly/IndigenousHumanRightsPetition

1. Cesser toutes les déportations pendant la pandémie
2. Cesser toutes les expulsions de demandeurs d'asile en vertu du « Titre 42 »
3. Exiger que le CBP, BP et ICE documentent l'identité et la langue autochtones au premier contact avec les migrants à la frontière et garantissent une interprétation et une traduction dans les langues autochtones
4. Inclure rigoureusement les représentants et les groupes autochtones établis dans tous les espaces de consultation et de prise de décision
5. Créer un cadre juridique fondé sur les droits humains et les droits autochtones ainsi que des protocoles d'application cohérents au niveau des agences
6. Reconnaître les droits et les structures de gouvernance des peuples autochtones comme légitimes et souverains
7. Faire reculer les politiques de l'ère Trump limitant la définition de réfugié et restreignant l'admissibilité à titre de réfugié
8. Enquêter sur la stérilisation involontaire et non informée des femmes en situation de détention et identifier les survivants autochtones parmi elles

Witness solidarity
collective

Oficina de Idiomas
Indígenas @ Albergue Alitas

CEJIL

IRTI

CARECEN

WORLD JUSTICE

SCHOOL OF THE AMERICAS WATCH

Juin

- En raison du décret n° 4-2020, qui introduit des réformes à la loi sur les organisations non gouvernementales pour le développement (décret 2-2003) (communément appelée loi sur les ONG, et au code civil comme décret-loi 106), proposée par le gouvernement guatémaltèque, plusieurs actions ont été menées afin d'exprimer la préoccupation que cette nouvelle initiative. Celle-ci a pour objectif d'aller à l'encontre de la liberté d'association et de la participation citoyenne au Guatemala, et s'inscrit dans un contexte d'affaiblissement des processus démocratiques de suivi de la lutte contre l'impunité.

Des réunions d'analyse, des lettres et des communications provenant de différents milieux ont été produites pendant cette période. Le PAQG a agi à travers plusieurs espaces sur cette question ; NISGUA, GOPA, Forum des ONG internationales au Guatemala (FONGI) / ACOGUATE ont été des partenaires de grande valeur sur cet enjeu.

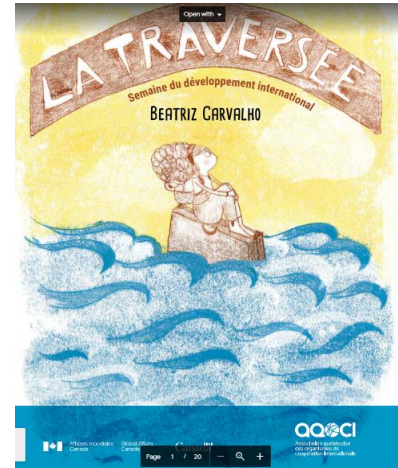
- Le PAQG et d'autres organisations ont envoyé une lettre à l'honorable Marc Garneau, Ministre des Affaires étrangères de la Chambre des communes, exprimant leur préoccupation pour la sécurité des défenseur.e.s des droits humains au Guatemala et des survivant.e.s du terrorisme au Guatemala. Nous avons également présenté des inquiétudes concernant l'élaboration de politiques d'impunité protégeant les personnes ayant commis des

crimes de guerre, les menaces contre les juges et le personnel judiciaire et l'intimidation faite aux victimes en recherche de justice et de réparation. Dans ce contexte hostile où l'État de droit est fragile et les risques élevés, les victimes et défenseur.e.s des droits humains continuent de revendiquer leur droit à la vérité et à la justice au Guatemala.

- L'envoi d'une lettre via le GOPA au bureau pour l'Amérique centrale et les Caraïbes d'Affaires mondiales Canada pour exprimer notre préoccupation face à la situation des droits humains au Guatemala et la répression croissante contre les militant.e.s sociaux.ales et environnementaux.ales ainsi qu'envers les groupes autochtones au Guatemala alors que les processus démocratiques et législatifs se détériorent.

❖ Articles et publications :

Le PAQG a contribué à la réalisation de : les *Journées québécoises de la solidarité internationale* (JQSI), la *Semaine du développement international* (SDI) de l'AQOCI et au comité bande dessinée 2021 « La traversée », publiée en janvier 2021.



❖ Événements publics, conférences et ateliers :

- Participation à la *Semaine du développement international* de l'AQOCI et aux *Journées québécoises de la solidarité internationale* (JQSI) 2020-2021. Aussi, le PAQG a fait participer au processus d'évaluation JQSI.
- Le PAQG et le Collectif Guatemala ont organisé une séance d'information « Retour d'expérience » en ligne. Trois intervenant.e.s, Béatrice Cosentino, Fabio Trapani et Philippe Fleury, sont intervenu.e.s pour présenter leur expérience d'accompagnement international au sein d'ACOGUATE. Béatrice et Fabio sont deux ancien.ne.s

On our own terms: Indigenous perspectives on forced displacement & immigration systems

Bajo nuestros propios términos: Perspectivas indígenas sobre el desplazamiento forzado y los sistemas de inmigración

Tu'n qex qximb'itz ex qex qyol' kynabil ex kyximb'itz qxjalil ti'j nche'x tuj junlt' tnom ex tley migración

Welcome! We will start shortly. This webinar is live on Zoom and Facebook. Our NISGUA tech team is ready to assist you in the chat.

Closed captions in English: bit.ly/ENGcaptions

There will be simultaneous English <-> Spanish interpretation, please see instructions below. If you are listening in English, we recommend that you "mute original audio" for now. A recording in Maya Mam (Todos Santos Cuchumatán) will be available next week.

To receive recordings in all three languages and follow-up materials, please register at bit.ly/PropiosTerminos

Sign the petition at bit.ly/IndigenousHumanRightsPetition

Music by Sara Curruchich (Kaqchikel Maya)

Use these buttons at the bottom of your screen to access closed captions and interpretation

[Bienvenidos! Empezaremos en breve. Este webinar está en vivo en Zoom y Facebook. Nuestro equipo técnico de NISGUA está listo para ayudarte en el chat.

Subtítulos en vivo en español: bit.ly/ESPCaptions

Habrà interpretación simultánea inglés <-> español. Si vas a escuchar en español, recomendamos que no silencies al audio original por el momento. Un grabación en Maya Mam (Todos Santos Cuchumatán) estará disponible la otra semana.

Para recibir las grabaciones en los tres idiomas y los materiales de seguimiento, favor d inscribirse en bit.ly/PropiosTerminos

Firma la petición en bit.ly/IndigenousHumanRightsPetition

Música por Sara Curruchich (Kaqchikel Maya)

Usa estos botones abajo de su pantalla para acceder a los subtítulos en vivo y la interpretación

accompagnateur.trice.s du Collectif Guatemala, et Philippe est ancien accompagnateur du PAQG. L'animation était organisée par Marie-Dominique Langlois (bénévole et membre du PAQG).

Entre autres, ils ont expliqué plus concrètement en quoi consiste le travail d'accompagnement au sein du projet. Environ 25 personnes ont participé à cet événement, qui a été riche en échanges. En plus de ce retour d'expérience, nous avons également pu nous rapprocher du Collectif Guatemala. Au vu du succès de l'organisation de cet événement commun, le PAQG est en discussion avec le Collectif Guatemala pour planifier de plus amples collaborations dans un futur rapproché.

- Poursuivant le processus contre l'accord du tiers pays sûr au Guatemala, le PAQG, NISGUA et d'autres organisations ont préparé le webinaire « Selon nos propres conditions : perspectives autochtones sur les déplacements forcés et les systèmes d'immigration ». Parallèlement, une pétition internationale a été envoyée pour attirer l'attention des États-Unis et du Guatemala sur le respect des droits humains des migrant.e.s et des peuples autochtones en migration.

VI. RETOUR SUR LES DÉFIS INTERNES DE L'ORGANISATION 2020 - 2021

Les effets de la pandémie de la COVID-19 ont continué à se faire sentir dans le travail du PAQG. Les finances de la population en général ont été très affectées et la recherche d'emplois avec de bonnes conditions économiques était une priorité pour beaucoup. Au milieu de ces circonstances, le PAQG a été touché par la transition du personnel et le manque de main d'œuvre au Québec. Le coordonnateur a donc œuvré seul pour la majorité de l'année couverte par ce rapport. Par conséquent, le développement des activités a été affecté également.

L'incertitude financière a continué de marquer la période de ce rapport. Malgré ce contexte défavorable, c'est une joie de constater que selon les informations reçues jusqu'au moment de ce rapport, le PAQG répond aux exigences pour obtenir une exonération d'impôt en tant qu'organisme de bienfaisance enregistré selon la Loi de l'impôt sur le revenu. Cela signifiera le début de l'exploration d'une nouvelle étape dans la voie du renforcement financier du PAQG.

D'autre part, l'envoi des accompagnateur.trice.s continue d'être suspendu ainsi que le développement d'activités en présentiel.

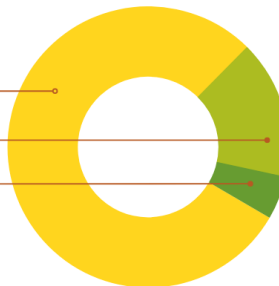
VII. BILAN FINANCIER 2020 - 2021

L'ÉTAT DES RÉSULTATS FINANCIERS

au 30 juin 2021

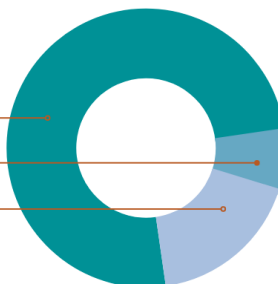
REVENUS

Financement à la mission	60 000 \$
Subventions	11 965 \$
Dons et autofinancement	3 760 \$
TOTAL	75 725 \$



CHARGES

Salaires et charges sociales	44 372 \$
Frais d'activités	4 606 \$
Frais généraux	10 394 \$
TOTAL	59 372 \$



FAITS SAILLANTS

16 353 \$

d'excédent des produits sur
les charges en 20-21

1400\$

d'augmentation en dons et
membership

19%

d'augmentation de revenus
par rapport à l'an dernier

60 025\$

en actif net non affecté =
l'équivalent d'un an d'opération

SOUTENEZ-NOUS!

→ DEVEENEZ MEMBRE

En adhérant fièrement au PAQG à titre de [membre](#), vous appuyez l'organisme en plus d'avoir la possibilité de participer à sa vie démocratique! Coût des cotisations annuelles :

- 0\$ je désire devenir membre, mais je ne peux pas payer pour le moment ;
- 10\$ membre bénévole ou étudiant.e ;
- 20\$ membre sympathisant.e ;

→ FAITES UN DON

Faites un don au PAQG! Ponctuel ou récurrent, ce soutien compte pour la réalisation de notre mission! Des reçus de charité peuvent être émis pour les dons de plus de 20 \$ acheminés par chèque ou versés en ligne.

Comment donner?

- En personne en argent comptant ; ou
- En ligne sur notre site www.paqg.org.

→ PROFITEZ DE LA BOUTIQUE DU PAQG

Livre *visages de résistance*

Le livre *Visages de résistance* a été produit en 2015. Il réunit d'extraordinaires bandes dessinées sur les défenseur.e.s des droits humains, des textes plus approfondis concernant le contexte guatémaltèque et la défense de certains droits dans ce pays, des commentaires de jeunes rejoins au cours de l'hiver 2015 ainsi qu'un bilan de la tournée des ateliers d'éducation. Un petit livret qui ne vieillira pas de sitôt et saura intéresser vos proches aux enjeux de droits humains et à la solidarité internationale! En vente au coût de 15\$ au PAQG.

Artisanat Guatémaltèque

Nous vendons également de multiples produits d'artisanat tout droit venus du Guatemala. Pour des petits cadeaux à son entourage... ou même, à soi-même!



REMERCIEMENTS



Le PAQG reconnaît et remercie en premier lieu toutes ces personnes, hommes et femmes qui font partie de ce grand processus citoyen pour la promotion et la défense des droits humains au Guatemala. Nous remercions également les organisations et les communautés au Guatemala qui font partie du grand réseau de lutte pacifique pour la paix et la justice sociale au Guatemala. Nous devons remercier également les organismes de défense des droits humains et de coopération internationale du Québec, du Canada et du monde entier – particulièrement celles mentionnées dans ce rapport. Sans leur collaboration et leur solidarité, le développement de la mission du PAQG serait impossible.

Nous ne pouvons oublier de remercier les membres du conseil d'administration, les membres bénévoles, les personnes qui ont fait partie de l'équipe de travail et tout ce vaste réseau d'am.e.s du PAQG.

Il est tout à fait juste et nécessaire de remercier nos partenaires financiers, sans qui nous ne pourrions pas mener nos activités. En particulier, un grand merci au Ministère des Relations internationales et de la Francophonie ; au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ; à l'AQOCI; à Inter Pares; aux Syndicat du personnel enseignant d'Ahuntsic; au Centre de Ressources sur la Non-Violence et au Comité de priorité dans les dons de la Conférence religieuse canadienne.

Un merci spécial à ACOGUATE et aux comités internationaux pour tout ce travail formidable développé au milieu de tant de difficultés et de défis. Il est toujours possible de s'améliorer et il y aura toujours de nouveaux défis. Merci à Coline Morterolle et au Collectif France pour son soutien dans la construction de l'analyse conjoncturelle de ce rapport.

L'équipe du PAQG